



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Objet :

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA  
REALISATION DU BILAN ET DE L'EVALUATION DU PLAN  
D'ACTIONS BIODIVERSITE DES ILES EPARSES 2020-2025.**

N° marché

2026001

<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....</b>	<b>1</b>
1. Présentation générale des Terres australes et antarctiques françaises.....	2
2. Objet du marché.....	2
3. Présentation de l'équipe projet.....	3
<b>3.1 Direction de l'environnement.....</b>	<b>3</b>
<b>3.2 Service Appui aux Politiques Publiques (SAPP).....</b>	<b>4</b>
4. Organisation générale de la mission .....	4
5. Description des missions du DPGF .....	5
5.1 Analyse contextuelle et méthode de travail.....	5
5.2 Consultation des parties prenantes .....	6
5.3 Bilan et évaluation des actions réalisées.....	7
5.4 Propositions pour le futur plan de gestion.....	7
6. Livrables.....	8
7. Documents transmis.....	8
8. Durée du marché et délais de réalisation.....	8
Annexe : Présentation du territoire et de ses enjeux .....	9
<b>1. Les Terres australes et antarctiques françaises .....</b>	<b>9</b>
<b>1.1 Statut.....</b>	<b>9</b>
<b>1.2 Gouvernance .....</b>	<b>10</b>
<b>1.3 Administration.....</b>	<b>10</b>
<b>2. Le territoire et ses enjeux .....</b>	<b>11</b>
<b>2.1 Géographie et environnement général.....</b>	<b>11</b>
<b>2.2 Activités et usages .....</b>	<b>13</b>
<b>2.3 Politiques publiques et cadre juridique.....</b>	<b>14</b>
<b>2.4 Plan d'action biodiversité des îles Éparses (2020-2025).....</b>	<b>17</b>

# 1. Présentation générale des Terres australes et antarctiques françaises

Le Territoire des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) est créé par la loi n° 55-1052 du 6 août 1955. Ce Territoire, inscrit à l'article 72-3 de la constitution, formé par les îles St-Paul et Amsterdam, l'archipel Crozet, l'archipel Kerguelen, la terre Adélie et les îles Éparses (depuis 2007), est placé sous l'autorité d'un préfet, administrateur supérieur. En plus de la responsabilité liée à l'administration du territoire, les TAAF sont également l'organisme gestionnaire de la réserve naturelle nationale des Terres australes françaises ainsi que des réserves naturelles des îles Éparses, dont l'archipel des Glorieuses, classé en réserve naturelle nationale depuis 2021.

Les TAAF mettent en place sur ces districts un modèle de gestion permettant de concilier le développement d'activités humaines raisonnées et la protection d'un patrimoine naturel d'exception. Ces territoires insulaires et les zones marines qui leurs sont associées offrent à la France une position privilégiée au niveau international pour répondre aux grands enjeux environnementaux (préservation de la biodiversité, étude du changement climatique, gestion durable des ressources marines, etc.).

La direction de l'environnement veille et contribue à la déclinaison des politiques nationales en matière d'environnement, de climat et de préservation de la biodiversité pour l'ensemble des districts des TAAF.

## 2. Objet du marché

Le présent est un marché de prestation intellectuelle ayant pour objet la réalisation du bilan et de l'évaluation finale du plan d'action biodiversité (PAB 2020-2025) des îles Éparses, plan de gestion environnemental des îles Eparses, 5<sup>ème</sup> district des TAAF.

En 2008, un premier PAB des Terres australes et antarctiques françaises est élaboré par l'administration, avec 71 actions de conservation portant à la fois sur les îles Australes et les îles Eparses.

Les évolutions des enjeux spécifiques en termes de gestion des îles Eparses ont conduit la collectivité à mener, à partir de 2018, un travail de révision en vue de l'élaboration d'un second PAB pour l'ensemble des îles Eparses sur la période 2020-2025.

Ce travail a permis de réaliser un état des lieux environnemental initial, de définir une stratégie de gestion de la biodiversité terrestre et marine et d'établir une programmation opérationnelle des actions à mener. Il couvre l'intégralité des surfaces terrestres et marines sous juridiction française des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova, Glorieuses et Tromelin.

En 2021, l'archipel des Glorieuses a été classé en Réserve naturelle nationale (RNN). Conformément à l'article 6 du décret n° 2021-734, un plan de gestion devait être élaboré dans les trois ans suivant cette création. Compte-tenu de la volonté du président de la République et l'inscription dans la stratégie nationale pour les aires protégées à horizon 2030 de classer l'ensemble des îles Eparses en RNN, le PAB des îles Éparses a été proposé comme plan de gestion transitoire pour la RNN des Glorieuses.

Le projet de classement des îles Eparses en RNN n'ayant pu aboutir à ce jour et le PAB arrivant à son terme, il apparaît nécessaire de procéder à son actualisation, tout en dotant la RNN de l'archipel des Glorieuses d'un plan de gestion conforme à la réglementation en vigueur.

Ainsi, les Terres australes et antarctiques françaises souhaitent engager dès début 2026 un travail de révision du PAB, en poursuivant les objectifs suivants :

- procéder au bilan et à l'évaluation finale du PAB 2020-2025 et des actions menées dans ce cadre ;
- élaborer un PAB révisé pour la période 2027-2032 décrivant, à partir d'une évaluation scientifique du patrimoine naturel, les objectifs de gestion en vue de la protection des espaces naturels des îles Eparses ;
- adapter le PAB au cadre national afin qu'il puisse être reconnu comme plan de gestion de la RNN des Glorieuses.

Dans ce cadre, les TAAF souhaitent mener une évaluation indépendante du PAB 2020-2025 et des actions menées en recourant à une prestation externe. Il sera donc demandé au Titulaire d'apporter un regard extérieur sur la réalisation du PAB 2020-2025 et la pertinence des indicateurs de gestion, mais aussi d'apporter une vision prospective s'agissant des orientations pouvant être données au futur plan de gestion.

### 3. Présentation de l'équipe projet

La coordination du travail sera effectuée par le pôle *Gouvernance* du Service appui aux politiques publiques de la direction de l'environnement. Cette dernière sera par ailleurs impliquée en continu dans le projet.

#### 3.1 Direction de l'environnement

La direction de l'environnement veille et contribue à la déclinaison des politiques nationales en matière d'environnement, de climat et de préservation de la biodiversité. Sous l'autorité du préfet, administrateur supérieur, et en lien avec l'ensemble des autres directions, elle est chargée du pilotage de la gestion des réserves naturelles nationales, du bien des « Terres et mers australes françaises » inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, des espaces classés antarctiques (ZSPA) ainsi que de la rédaction, la définition et la gestion des autres espaces des TAAF classés au titre de la conservation du patrimoine naturel et des aires marines protégées. Elle assure la préparation et le secrétariat des comités consultatifs et conseils scientifiques des réserves naturelles nationales.

Elle accompagne et soutient le développement de la recherche scientifique et participe également à la sensibilisation aux enjeux environnementaux des territoires (usagers, grand public), en soutien du cabinet.

Elle contribue au suivi environnemental des activités se déroulant au sein des TAAF, notamment en fournissant une expertise technique en la matière.

La direction de l'environnement se compose d'un service connaissance et suivi du patrimoine naturel, d'un service conservation et restauration des milieux naturels, d'un service appui aux politiques publiques, d'une cellule coordination opérationnelle pour l'action de terrain.

Le service connaissance et suivi du patrimoine naturel est chargé de :

- la définition, en lien avec les partenaires scientifiques, la coordination et la contribution à la mise en œuvre des actions d'acquisition de connaissances et de suivi des écosystèmes et de la biodiversité marine et terrestre ;
- la contribution à la définition de la stratégie de développement de la recherche scientifique, en particulier dans les îles Éparses, et à l'animation des partenariats scientifiques ;
- l'appui à la direction des pêches et des questions maritimes en matière de connaissance des écosystèmes marins.

Le service conservation et restauration des milieux naturels est chargé de :

- la définition, la mise en œuvre et la coordination de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes (mammifères introduits, espèces végétales) ;
- la définition et la coordination d'actions de restauration écologique ;
- la coordination de la politique de biosécurité ;
- l'appui technique aux projets et activités (à l'exclusion de la pêche) pour la prise en compte des enjeux environnementaux.

La cellule coordination opérationnelle pour l'action de terrain est chargée de :

- la coordination de l'activité des personnels de la direction de l'environnement positionnés dans les districts, en lien avec les services et chargés de mission thématiques ;
- la coordination de l'expression et de la prise en compte des besoins nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle des activités de la direction dans les districts ;
- le lien avec les services techniques pour la stratégie de gestion d'infrastructures et de dépollution de sites isolés dans les districts.

### 3.2 Service Appui aux Politiques Publiques (SAPP)

Le service appui aux politiques publiques coordonnera la rédaction du nouveau PAB et sera le référent du présent marché pour la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation du bilan et de l'évaluation du plan de gestion.

Au sein de la direction de l'environnement, il est chargé de :

- la mise en œuvre pour les TAAF des outils de politique publique relatifs à la protection du patrimoine naturel : élaboration des dossiers de classement ou de reconnaissance des aires protégées, rédaction et suivi des plans d'action et de gestion, ingénierie financière associée ;
- l'administration et la gestion des données environnementales et du système d'information sur la biodiversité (SIB) dans le cadre des observatoires existants, en partenariat et au bénéfice de l'ensemble des directions et services TAAF, sous la supervision de la secrétaire générale, notamment pour ce qui concerne la stratégie de développement et la définition des priorités ;
- l'instruction, en lien avec les services compétents, des demandes d'accès aux sites, de prélèvements, de manipulations d'espèces protégées, d'activités, au regard de la réglementation environnementale en vigueur ;
- la préparation et le secrétariat des comités consultatifs et conseils scientifiques des réserves naturelles nationales ;
- la contribution au lien avec les différentes instances et comités nationaux associant les TAAF pour les politiques publiques portées par la direction.

## 4. Organisation générale de la mission

Le PAB 2020-2025 a fait office de plan de gestion pour l'ensemble des îles Eparses, y compris pour la RNN de l'archipel des Glorieuses créée par décret en 2022. Réglementairement, le plan de gestion d'une réserve doit faire l'objet d'un bilan et d'une évaluation des actions réalisées au regard des objectifs établis dans le plan de gestion.

L'intervention du Titulaire est donc requise pour une mission consistant en la réalisation du bilan et de l'évaluation du plan de gestion « Plan d'action Biodiversité » 2020-2025. Le bilan portera l'analyse des actions menées sur la période du plan de gestion précédent au regard des objectifs fixés. L'évaluation apportera une analyse critique de celui-ci, notamment des moyens et méthodes mis en œuvre dans les actions de gestion.

Ses missions seront pilotées par le SAPP de la direction de l'environnement.

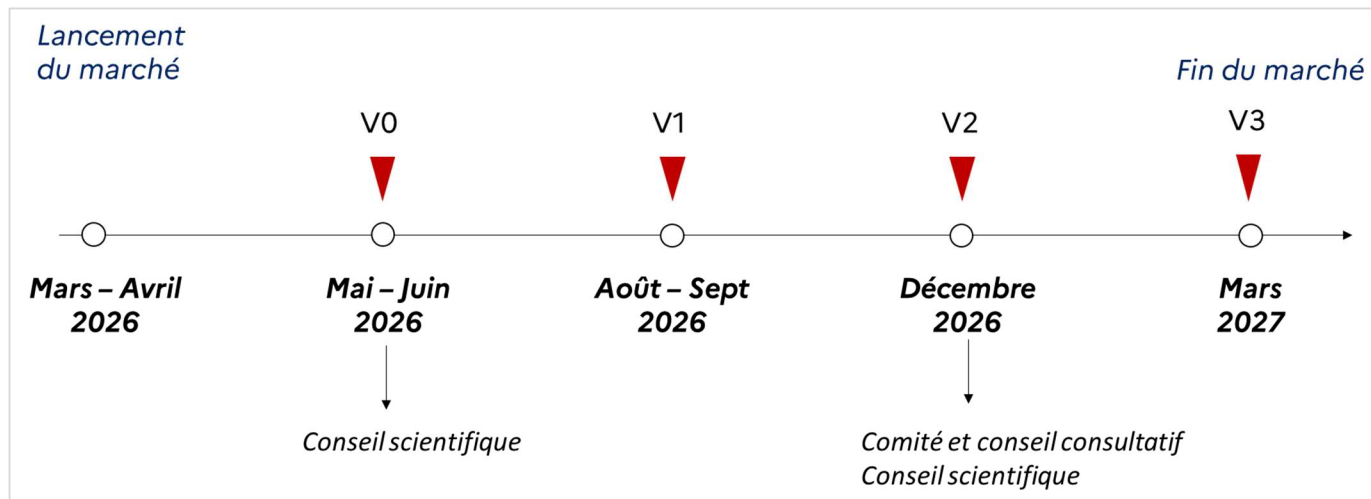
Le Titulaire retenu devra échanger à minima chaque mois avec le SAPP sur l'avancée du projet, par différents moyens (réunions, mail, téléphone ou visioconférence). Ces réunions de travail font partie du suivi de projet et leurs prix sont réputés inclus dans les différentes missions du DPGF.

La méthode de travail du Titulaire devra être validée au préalable par le maître d'ouvrage avant sa mise en œuvre.

L'ensemble des livrables sera soumis à la relecture du maître d'ouvrage et pourra, en fonction des contenus, être présenté pour avis des instances consultatives des Terres australes et antarctiques françaises (Conseil scientifique et comité consultatif de la réserve naturelle nationale de l'archipel des Glorieuses).



Dans sa note méthodologique et l'organisation de son travail, le Titulaire devra prendre en compte les jalons suivants (les V0, V1 et V2, V3 correspondent aux livrables décrits à la partie 4.3) :



## 5. Description des missions du DPGF

Pour la réalisation de sa mission, le Titulaire doit se conformer au format CT n°88 « Guide d'élaboration des plans de gestion des espaces naturels » développé par les Réserves naturelles de France et l'Office Français de la Biodiversité.

Le Titulaire doit également prendre en compte les points suivants :

- Seul l'archipel des Glorieuses est actuellement classé en réserve naturelle nationale, mais la volonté des Terres australes et antarctiques françaises est bien d'élaborer un plan de gestion, sur le même format, à l'échelle de l'ensemble des ZEE des îles Éparses ;
- Aucune mission sur site ne peut être envisagée pour des raisons logistiques : les connaissances de terrain seront à acquérir auprès des agents des Terres australes et antarctiques françaises.

### 5.1 Analyse contextuelle et méthode de travail

Le Titulaire retenu devra tout d'abord, à partir de la documentation mise à disposition par la direction de l'environnement, ainsi que par l'acquisition autonome de connaissances documentaires complémentaires mobilisables, prendre connaissance de manière précise du contexte réglementaire, ainsi que des conditions dans lesquelles sont menées la recherche scientifique et les activités de gestion sur chacune des îles et dans leur environnement régional global.

Comme mentionné précédemment, le format d'évaluation du PAB 202-2025 devra être conforme au format défini par le « Guide d'élaboration des plans de gestion des espaces naturels ».

La prise de connaissance du dossier se traduira par la production d'une note de synthèse mettant en avant :

- La conformité de la gestion menée avec les réglementations en vigueur (code de l'environnement, directives européennes, etc.).
- Les évolutions réglementaires et politiques depuis la mise en place du PAB 2020-2025.
- Les évolutions scientifiques, environnementales et d'enjeux de conservation depuis la mise en place du PAB 2020-2025.

Cette note de synthèse devra permettre de définir une méthode de travail en vue de la mise en œuvre des missions figurant aux points 4.2 et 4.3.

La note de synthèse et la note méthodologique de travail constituent un jalon à valider par la maîtrise d'ouvrage. Les réunions d'avancement, par visioconférence ou téléphone, sont réputées incluses dans le prix.

## 5.2 Consultation des parties prenantes

Le Titulaire devra associer divers acteurs à son travail afin d'en nourrir le fond, le corriger et le valider.

Pour mener les consultations développées ci-après, le Titulaire devra donc prévoir un certain nombre de réunions. Il est à noter que si certaines réunions devaient être menées en présentiel, elles devront avoir lieu à l'île de La Réunion et inclure un format hybride permettant l'accès en visioconférence. A cette fin, les salles de réunion du siège des Terres australes et antarctiques françaises pourront être mises à disposition, sous réserve de disponibilité.

Pour la concertation en ateliers, les prix incluront la préparation de supports, l'animation et la production de comptes-rendus.

Pour la présentation aux instances, les prix incluront la préparation de supports et la présentation.

Par ailleurs, le prestataire devra prévoir des échanges réguliers avec le maître d'ouvrage. Ces échanges sont réputés inclus dans les différents prix des missions.

### 5.2.1 Concertation des acteurs du territoire

Le Titulaire sera responsable de l'organisation d'ateliers de concertation où seront invités le maître d'ouvrage (différentes directions des TAAF) et les usagers de la RNN des Glorieuses et des territoires des autres îles, dont les autorités militaires (FASZOI), les scientifiques, les opérateurs de l'Etat (Météo France, etc.) et les acteurs de la pêche (armements français et étrangers). La composition des ateliers pourra varier selon les sujets et les compétences requises.

Le Titulaire proposera en ce sens deux niveaux de contribution, l'un comprenant les acteurs essentiels à la gestion des territoires en fonction des thématiques, l'autre impliquant les acteurs secondaires.

Ces réunions devront être l'occasion de retours sur la pertinence, l'efficacité et l'acceptabilité des actions menées et des indicateurs déployés, ainsi que sur leur efficience.

Elles devront par ailleurs nourrir une réflexion prospective qui sera abordée dans la partie évaluation.

Une première approche méthodologique sur cette phase de concertation doit être présentée dans le mémoire technique de candidature, conformément aux attentes du Maître d'ouvrage.

### 5.2.2 Consultation des instances

Le bilan, l'évaluation et les orientations provisoires et définitives feront par ailleurs l'objet d'une présentation aux instances pour avis au conseil scientifique et comité consultatif de la RNN des Glorieuses. Ces consultations devront donc se faire en fonction du calendrier de réunion de ces instances. Ce même calendrier devra être pris en compte lors de l'élaboration du rétroplanning proposé par le Titulaire.

### 5.2.3 Entretiens individuels

En dehors des ateliers de concertation et en complément de la bibliographie disponible, le Titulaire devra prévoir le recueil d'information par des entretiens individuels pour faire le bilan de la gestion menée et recueillir ainsi des éléments prospectifs sur les indicateurs à mobiliser dans le cadre du prochain plan de gestion. Ses interlocuteurs seront notamment les agents de l'environnement, les agents des TAAF travaillant sur les aspects logistiques, les services techniques, les principaux partenaires scientifiques ou encore les interlocuteurs militaires.

La liste exhaustive des personnes interrogées devra être validée en amont par le maître d'ouvrage.

Un format de rendu de ces entretiens sera présenté dans la note méthodologique.

## 5.3 Bilan et évaluation des actions réalisées

### 5.3.1 Bilan et évaluation des actions du PAB 2020-2025

En cohérence avec le Guide d'élaboration des plans de gestion des espaces naturels, le Titulaire devra, après analyse des données et entretien des acteurs, fournir un rapport écrit comprenant *a minima* les éléments suivants :

- Un bilan des actions menées à partir du PAB 2020-2025 et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui y figurent ;
- Une analyse des actions réalisées, non réalisées, inachevées, avec identification des facteurs de réussite ;
- Une analyse centrée sur les indicateurs de suivi (écologiques, socio-économiques, etc.) en comparaison avec les objectifs initiaux et incluant une vision prospective (voir 5.4) issu du travail réalisé (voir 5.2).

Ce rapport fera l'objet de plusieurs versions, dont les suivantes constituent des jalons:

- Une V0 en début de projet présentant le plan et la méthode adoptée pour la réalisation du bilan et de l'évaluation ;
- Une V1 intégrant les avis sur la V0, et une première rédaction issue des recherches bibliographiques (4.1) et du recueil des informations par entretien et concertation (4.2) ;
- Une V2 correspondant à la version la plus aboutie du travail interne ;
- Une V3 définitive et formatée pour être intégrée au Plan d'actions Biodiversité des îles Eparses 2027-2032 qui sera transmis au CNPN fin mai 2027.

Chaque version fera l'objet d'une première relecture par la direction de l'environnement, suivie d'une validation par l'autorité des Terres australes et antarctiques françaises. Les versions corrigées seront ensuite présentées en instance (conseil scientifique voire comité consultatif selon la version) pour avis et prise en compte des corrections après consultation du maître d'ouvrage.

Le calendrier de réalisation sera proposé dans la note méthodologique du candidat. Il sera affiné avec la maîtrise d'ouvrage en fonction des dates des instances et de l'avancée parallèle de l'élaboration du futur Plan d'actions Biodiversité.

### 5.3.2 Synthèse de l'évaluation

Une synthèse de l'évaluation devra être rédigée. Elle devra mettre en avant les éléments saillants de l'évaluation, de type chiffres-clés et tendances, en vue d'une réutilisation par le service communication des TAAF à des fins de sensibilisation et de communication.

## 5.4 Propositions pour le futur plan de gestion

A l'issue des travaux définis aux 4.3.1 et 4.3.2, il est demandé au Titulaire de réaliser une analyse et des propositions comprenant des recommandations pour le futur PAB sur deux aspects :

- 1 - Une vision des orientations de gestion prioritaires au regard de l'évaluation finale 2020-2025 ;
- 2 - Des recommandations méthodologiques sur les indicateurs à retenir ou à développer afin de faciliter le pilotage et l'évaluation du futur plan de gestion. Ces recommandations devront tenir compte des critères suivants : optimisation du nombre d'indicateurs, utilité pour le suivi et la gestion environnementale (en cohérence l'observatoire territorial de la biodiversité des TAAF et les politiques publiques nationales), facilité et disponibilité des données.

En effet, à travers la documentation, le benchmarking, la réflexion sur les formats et les entretiens, le maître d'ouvrage souhaite capitaliser sur l'expérience d'évaluation afin de recueillir des pistes d'amélioration pour un suivi plus efficient du plan de gestion à venir.

Ainsi, sans impacter la qualité et les besoins nécessaires de gestion, il est demandé au Titulaire d'apporter des recommandations méthodologiques tant sur les indicateurs à prioriser que sur les formats à adopter pour opérer le renseignement et les suivis pluriannuels de ceux-ci.

Ce travail sera réalisé au cours de la concertation mais aussi en lien avec l'ensemble des services de la direction de l'environnement des Terres australes et antarctiques françaises, la direction des pêches et des questions maritimes, le service des affaires juridiques et internationales, la direction des services techniques et le cabinet du préfet, administrateur supérieur.

Cette analyse fera l'objet d'un rapport présentant les orientations proposées en vue de la réalisation du futur plan de gestion des îles Eparses.

## 6. Livrables

Comme indiqué au point 5, les livrables définitifs attendus sont les suivants :

- 5.1 Analyse contextuelle : note de synthèse et note présentant la méthode de travail envisagée ;
- 5.2 Concertation des parties prenantes :
  - Ateliers de concertation : supports et comptes-rendus ;
  - Entretiens individuels : synthèse ;
  - Consultation des instances : supports de présentation
- 5.3 Bilan et évaluation du PAB 2020-2025 : rapport final au format CT88 et une synthèse grand public ;
- 5.4 Propositions pour le futur plan de gestion : note de proposition opérationnelle.

L'ensemble des livrables devra être fourni sous une version numérique modifiable compatible avec les outils des TAAF et en pdf.

Les cartographies ainsi que les données sources devront être rendues au format SIG dans le système de projection WGS84 (EPSG4326).

## 7. Documents transmis

Sont joints au présent CCTP, les documents suivants :

- Une présentation du territoire et de ses enjeux ;
- PAB 2008 ;
- PAB 2020-2025 ;
- Décret de création de la RNN de l'archipel des Glorieuses ;
- Plan de gestion du parc naturel marin des Glorieuses ;
- Accord-cadre Initiative pour le développement de la recherche ;
- Guide d'élaboration des plans de gestion des espaces naturels de l'OFB.

## 8. Durée du marché et délais de réalisation

La durée du marché est fixée dans le CCAP.

Le Titulaire doit proposer un rétroplanning de réalisation dans sa note méthodologique. Il veillera à y inscrire les phases de concertation et les phases obligatoires de consultation des instances. A noter que les ateliers de concertation et les recommandations prospectives devront être réalisés sur l'année 2026 afin de pouvoir nourrir la rédaction du PAB 2027-2032 opérée par les Terres australes et antarctiques françaises.

La livraison de l'ensemble des livrables finaux ne pourra dépasser la date du 30 avril 2027. Des corrections sur ceux-ci pourront être apportées jusqu'à la fin du marché.

## Annexe : Présentation du territoire et de ses enjeux

Les îles Eparses sont administrées depuis 2007 par les Terres australes et antarctiques françaises. Entité juridique atypique, les TAAF occupent une place unique dans l'organisation administrative de la République française.

### 1. Les Terres australes et antarctiques françaises

#### 1.1 Statut

Créées par la loi n°55-1052 du 6 août 1955, les Terres australes et antarctiques françaises sont une collectivité territoriale ultra-marine dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elles sont mentionnées explicitement à l'article 72-3 de la Constitution de la République française, dans son titre consacré aux collectivités territoriales.

Le décret n°2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des TAAF est le principal texte de développement.

Les TAAF ont la particularité d'être soumises au principe de spécialité législative. En vertu de ce principe ancien, les textes, qu'ils soient de nature législative ou réglementaire, à l'exception des textes de souveraineté, qui s'appliquent automatiquement à l'ensemble du territoire de la République, ne sont applicables dans les TAAF que s'ils comportent une mention expresse d'applicabilité à cette fin.

Les TAAF sont formées de 5 secteurs administratifs, dénommés districts :

- 3 districts en région subantarctique, formés de l'archipel Crozet avec la base Alfred Faure, des îles Kerguelen avec la base de Port-aux-Français, des îles Saint-Paul et Amsterdam avec la base Martin-de-Viviès ;
- 1 district sur le continent antarctique en Terre Adélie, avec la base Dumont d'Urville (DDU) ;
- 1 district en milieu tropical regroupant les îles Éparses : Tromelin au nord de La Réunion et dans le canal du Mozambique l'archipel des Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India.

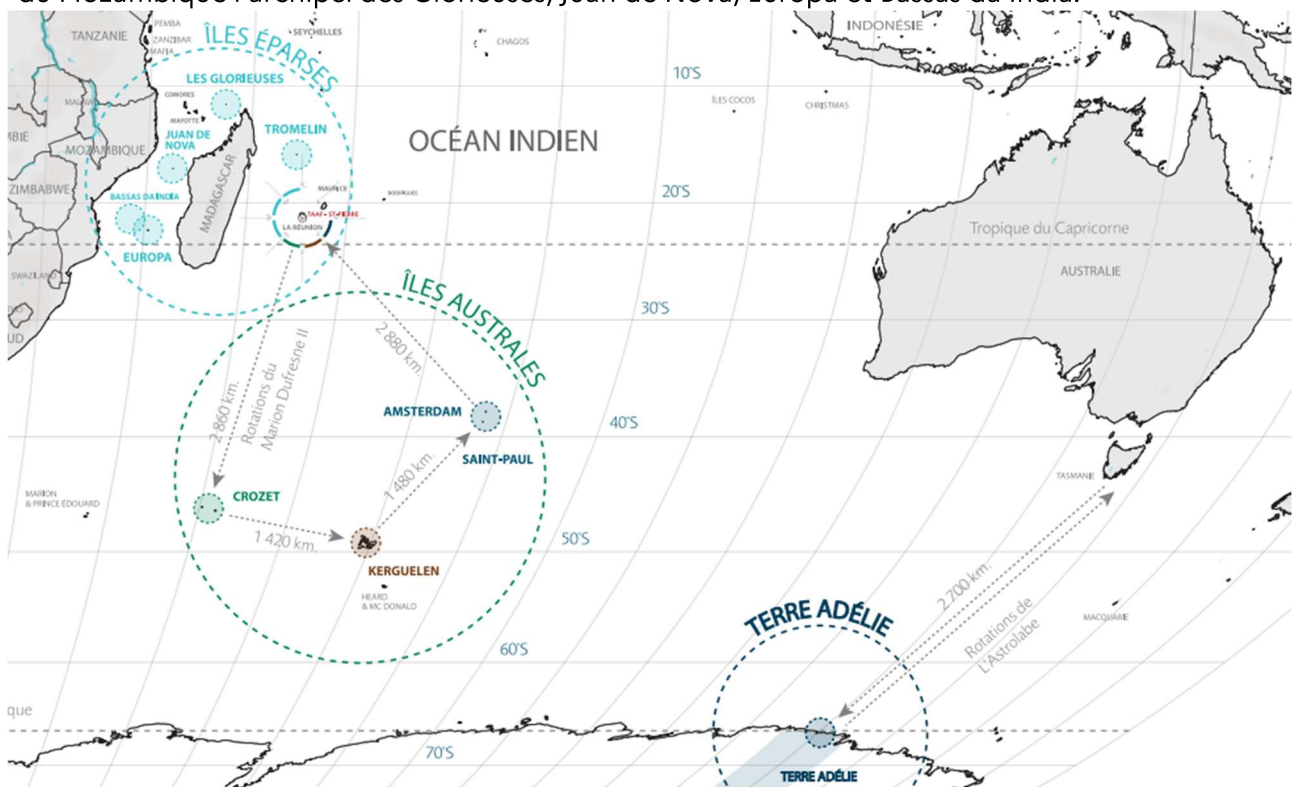


Figure 1 : Territoires administrés par les TAAF (@Bruno Marie)



## 1.2 Gouvernance

Les TAAF sont placées sous l'autorité d'un administrateur supérieur, relevant depuis 2005 du corps des préfets, dont les pouvoirs sont précisés par la loi du 6 août 1955 et par son décret d'application du 11 septembre 2008.

Le préfet est à la fois le représentant de l'État dans la circonscription administrative et l'exécutif de la collectivité. Il se fait représenter dans chacun des districts par un chef de district. En tant que représentant de l'État, le préfet est le dépositaire de l'autorité de l'État, il représente le Gouvernement dont il reçoit les instructions par l'intermédiaire du ministre chargé de l'outre-mer. Il a la charge des intérêts nationaux et du respect des lois, dirige l'action des services de l'État, assure le maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la protection des personnes, concourt au respect des libertés publiques et des droits individuels et collectifs, et représente l'État en justice.

Les Terres australes et antarctiques françaises ont la particularité de ne pas héberger de population permanente. Par conséquent, elles ne disposent ni d'élus ni d'assemblée délibérante locale. L'administrateur supérieur est néanmoins assisté d'un Conseil consultatif, créé par la loi du 6 août 1955, et par le décret d'application du 11 septembre 2008. Composé de treize membres titulaires, le Conseil consultatif est un organe d'aide à la prise de décision et son avis consultatif est obligatoire dans les domaines relatifs à la gestion économique, financière et fiscale du territoire. Il est informé des projets de programmes scientifiques dans le territoire. Il peut être saisi par le ministre délégué aux Outre-mer ou par le préfet, administrateur supérieur, sur toutes les questions intéressant le territoire.

Tel que le prévoit le code de l'environnement dans le cadre d'une réserve naturelle nationale, un Comité consultatif et un Conseil scientifique sont constitués. Le Conseil consultatif des TAAF assure le rôle de Comité consultatif de chacune des réserves naturelles nationales du territoire, dans un format adapté : en plus de sa composition de base, il comprend six membres supplémentaires pour la RNN de l'archipel des Glorieuses. Ces derniers représentent les administrations civiles et militaires et des établissements publics de l'Etat intéressés, les usagers dont les armements de pêche, des personnalités scientifiques qualifiées et des représentants d'associations agréées ayant pour principal objet la protection des espaces naturels.

Conformément aux dispositions de l'article R332-17 du code de l'environnement, le Comité consultatif est consulté sur le projet de plan de gestion de la réserve et donne son avis sur son fonctionnement, sa gestion, et sur les conditions d'application des mesures prévues par le décret de classement. Il peut également demander au représentant de l'État, la réalisation d'études scientifiques et recueillir tout avis en vue d'assurer la conservation, la protection et l'amélioration du milieu naturel de la réserve.

Le Conseil scientifique de la réserve naturelle nationale de l'archipel des Glorieuses, constitué de membres choisis en raison de leurs connaissances et expertises dans le domaine des activités scientifiques et technologiques et dans le domaine de l'environnement, est chargé d'assister le gestionnaire et le comité consultatif de la réserve. Il est consulté sur le plan de gestion et peut être sollicité sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve. Il est ainsi consulté sur les demandes d'activités, de manipulation d'espèces protégées et d'accès à des fins scientifiques au sein du périmètre de la réserve selon les dispositions prévues par le décret de création de la RNN.

## 1.3 Administration

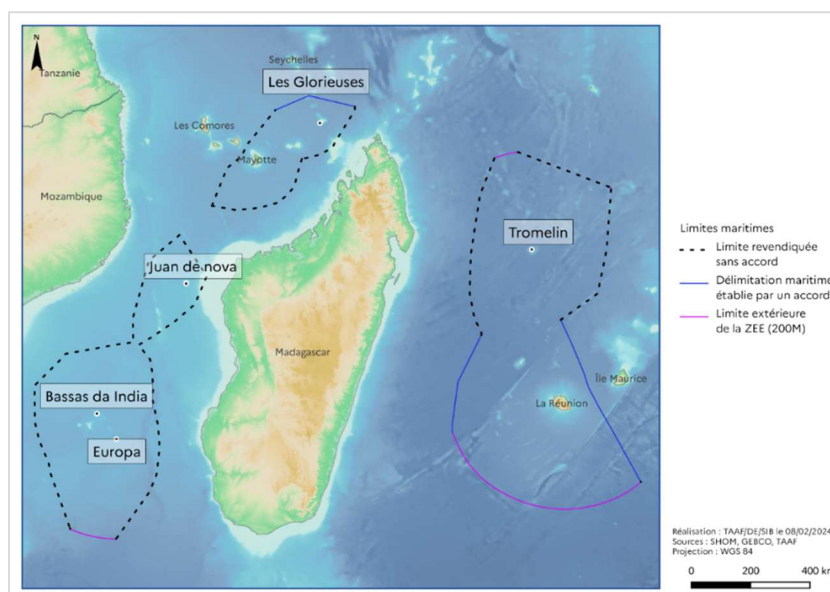
Le siège est installé à Saint-Pierre de La Réunion. Il accueille le bureau et le cabinet du Préfet, le secrétariat général et les différents services : la direction des services techniques (DST), la direction des affaires administratives et financières (DAAF), la direction de l'environnement (DE), la direction des pêches et des questions maritimes (DPQM), le service des affaires juridiques et internationales (SAJI), le service médical (SMED) et le service communication (COM). L'antenne parisienne des TAAF abrite une partie des services administratif et médical.

## 2. Le territoire et ses enjeux

La présentation suivante reste succincte et synthétique compte tenu de la variété des îles. Plus de détails sont disponibles dans les documents fournis en annexe.

### 2.1 Géographie et environnement général

Les îles Éparses se répartissent entre les latitudes 10 et 25 degrés Sud, dans le sud-ouest de l'océan Indien. Europa, Bassas da India, Juan de Nova et l'archipel des Glorieuses sont réparties du sud au nord du canal du Mozambique. Isolée géographiquement des autres îles, Tromelin est située à l'est de Madagascar, au nord de La Réunion. Du fait de leur position géographique dans le canal du Mozambique, les îles Éparses présentent un caractère exceptionnel en raison du fait que leur environnement a été relativement moins impacté par les activités anthropiques, en particulier à Europa.



Carte 1 : Localisation des îles Éparses et zones économiques exclusives associées

Les îles Éparses présentent une surface terrestre cumulée d'approximativement 43 km<sup>2</sup> et une superficie totale des eaux intérieures, des mers territoriales et des zones économiques exclusives (ZEE) attenantes à ces îles de 634 853 km<sup>2</sup>, soit 6 % du total des eaux sous souveraineté et juridiction française.

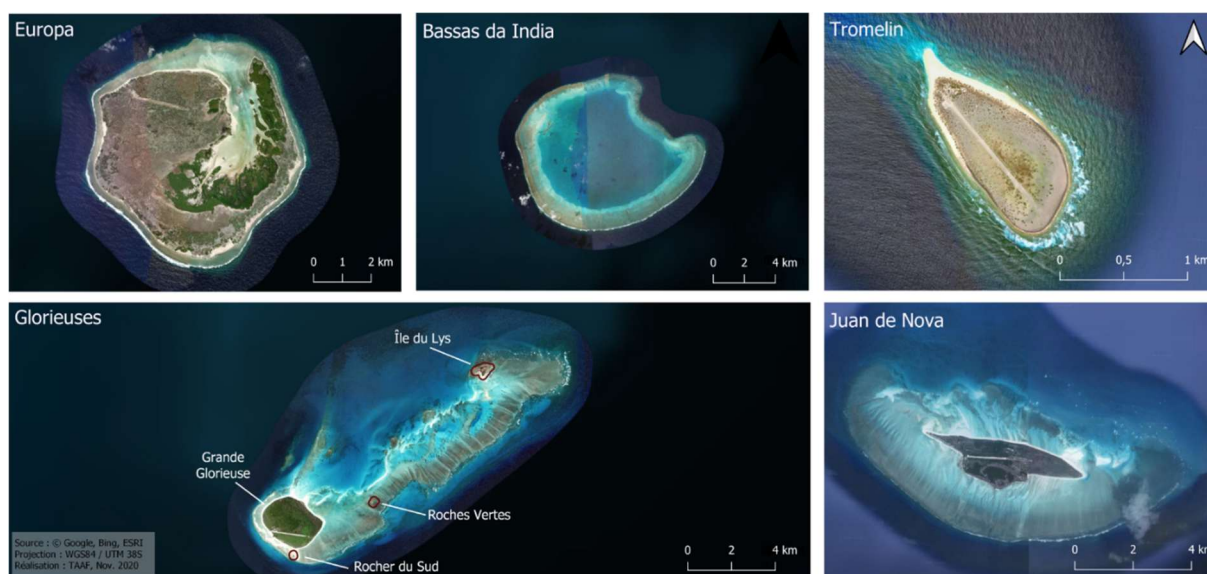


Figure 2 : Photos satellites des îles Éparses

Elles sont par ailleurs situées au cœur de l'un des trente-cinq « points chauds » de la biodiversité mondiale (Madagascar et les îles de l'ouest de l'océan Indien), caractérisé par une très grande richesse naturelle. Elles présentent une grande diversité d'habitats côtiers et océaniques, dont les récifs coralliens, les mangroves, les herbiers, les pentes externes des îles, les monts sous-marins, et les milieux terrestres insulaires. Leur productivité et le bon état de conservation général impliquent la présence d'une importante biodiversité associée.

	EUROPA	BASSAS DA INDIA	JUAN DE NOVA	ARCHIPEL DES GLORIEUSES	TROMELIN
Superficie terrestre	31,2 km <sup>2</sup>	< 0,1 km <sup>2</sup>	5,3 km <sup>2</sup>	4,9 km <sup>2</sup>	0,82 km <sup>2</sup>
Superficie marine	~120 000 km <sup>2</sup>	~130 000 km <sup>2</sup>	~60 000 km <sup>2</sup>	~50 000 km <sup>2</sup>	~280 000 km <sup>2</sup>
Récifs coralliens	48 km <sup>2</sup>	87 km <sup>2</sup>	193,3 km <sup>2</sup>	461 km <sup>2</sup>	5 km <sup>2</sup>
Mangroves	7 km <sup>2</sup>				
Herbiers marins				38 km <sup>2</sup>	
Espèces inventoriées	1 900 (dont 1 500 marines)	500 (100 % marines)	1 600 (dont 1 300 marines)	3 000 (dont 2 600 marines)	450 (dont 300 marines)
Espèces menacées (UICN Monde)	68	18	49	46	12

**Tableau 1 : L'environnement des îles Éparses en chiffres-clefs**

À terre, 976 espèces terrestres au total ont été inventoriées à ce jour sur les îles Éparses.

L'archipel des Glorieuses abrite la diversité spécifique la plus élevée des îles Éparses avec 494 espèces inventoriées, contre 420 sur Europa, 367 sur Juan de Nova et 117 sur Tromelin. En termes de statut biogéographique, 59 espèces endémiques ou subendémiques ont été identifiées sur l'ensemble des îles, avec une concentration de près des deux tiers des espèces endémiques des îles Éparses sur l'île Europa (35 espèces). L'ensemble de ces îles abrite également 12 espèces menacées d'extinction à l'échelle mondiale (Liste rouge mondiale de l'UICN) ainsi que 52 espèces protégées, inscrites en annexe des conventions internationales CITES, CMS et de Nairobi. Certains habitats montrent un degré de naturalité élevé. À titre d'exemple, la mangrove corallienne (725 ha) et la sansouïre mozambicaine (65 ha) d'Europa constituent des systèmes exceptionnels à l'échelle de l'océan Indien.

Si l'état de conservation des îles Éparses est relativement bon dans l'ensemble, de fortes disparités sont observées d'une île à l'autre. Isolées et relativement épargnées par l'activité humaine, l'île Europa ainsi que dans l'archipel des Glorieuses, les îles du Lys, les Roches Vertes et le Rocher du Sud puis, dans une moindre mesure, l'île Tromelin, présentent des niveaux de naturalité relativement élevés, voire « pristine » pour Europa. Plus affectées par la présence humaine et les projets d'exploitations historiques, les îles Juan de Nova et Grande Glorieuse affichent des niveaux de naturalité moindres et abritent les plus grandes diversités d'espèces introduites (84 espèces à Juan de Nova et 82 espèces aux Glorieuses).

En mer, les récifs coralliens et écosystèmes associés sont parmi les habitats marins les plus fragiles mais aussi les plus précieux en termes de fonction écologique et de biodiversité. Récifs, herbiers et mangroves sont des habitats clés dans le maintien de cette biodiversité, fournissant abris et nurseries pour de nombreuses espèces, protégeant le trait de côte des événements climatiques et faisant partie intégrante de la chaîne alimentaire.

Les récifs coralliens des îles Éparses présentent un caractère exceptionnel tant du point de vue de leur biodiversité, de l'état de santé de leurs communautés coralliennes et ichtyologiques, que de leur résilience. À l'heure actuelle, sur les 369 espèces de coraux des îles Éparses, 31 sont classées comme vulnérables, et une en danger d'extinction.

À Europa, la plupart des herbiers marins se concentrent autour de la zone de mangrove, refuge de nombreuses tortues imbriquées et vertes, qui font de ce complexe herbier-mangrove une zone à forts enjeux patrimoniaux, unique et pouvant servir de référence au niveau régional. Cette mangrove, dans un excellent état de préservation, peut être également utilisée comme nurserie pour certaines espèces de

requins, menacées à l'échelle mondiale. Pour l'archipel des Glorieuses et le banc du Geyser, le suivi de l'état de santé de ces herbiers fait partie des principaux enjeux de gestion.

Du fait de leur position géographique et de la proximité de certaines des îles, les îles Éparses représentent une zone de connectivité forte au sein du canal, ce qui constitue un enjeu important en termes de protection de la biodiversité pour l'échelle régionale.

Pour ces raisons, les îles Éparses constituent des environnements exceptionnels, sites de référence, propices à l'étude de la biodiversité marine et insulaire tropicale et de leur évolution face aux effets du changement climatique. À la fois observatoires et laboratoires, les îles Éparses font l'objet d'une « Initiative pour le développement de la recherche » qui vise à développer les connaissances sur l'océan, le climat, la biodiversité, les risques environnementaux et la gestion durable des socio-écosystèmes dans un contexte de changement climatique. En ce sens, les îles Éparses, contribuent directement à de multiples stratégies nationales et internationales relatives à l'amélioration des connaissances et à la protection de la biodiversité.

## **2.2 Activités et usages**

En plus des aspects environnementaux, les îles Eparses sont le lieu d'activités et d'impacts anthropiques, à terre et en mer.

### A) à terre

Les îles Eparses, exceptée l'île Juan de Nova, sont classées réserve naturelle depuis 1975. Malgré un historique d'occupation humaine pour le développement d'activités économiques diverses, les îles sont aujourd'hui dites inhabitées. Cependant, elles sont occupées en permanence par du personnel militaire, par du personnel civil employé par la préfecture des TAAF et des partenaires techniques et scientifiques.

En effet, toutes les îles, sauf Bassas da India (atoll) et Tromelin, sont occupées par du personnel militaire pour des raisons de souveraineté. Cela implique un certain aménagement des îles (base de vie militaire, champs de tir, piste d'aviation) et de la réglementation des territoires, notamment de la réserve de l'archipel des Glorieuses (dérogations aux interdictions pour les activités militaires quand celles-ci sont menées pour des raisons de souveraineté). L'existence d'un protocole TAAF-FAZSOI (Forces armées de la Zone Sud Océan Indien) précise les conditions de collaboration sur les territoires.

L'éloignement et les contraintes logistiques liées aux îles imposent la présence d'une base civile permanente, capable d'accueillir en continu un agent de l'environnement de la préfecture. Deux agents se relaient toutes les 6 à 8 semaines. Selon les besoins et les moyens disponibles, ces bases peuvent également héberger ponctuellement des partenaires scientifiques ou du personnel supplémentaire des TAAF.

Ces agents, responsables de la gestion environnementale des îles, mettent en œuvre chaque jour des protocoles définis par le Plan d'action pour la biodiversité 2020-2025. Les îles font également l'objet d'inventaires et de suivis scientifiques menés par des partenaires extérieurs (associations, universités, etc.) dans le cadre de programmes de recherche.

Enfin, les îles peuvent accueillir des projets médiatiques ou touristiques, ainsi que des descentes à terre à la journée pour la découverte des territoires, toujours encadrées par l'agent de l'environnement présent sur place. Toutes ces activités sont soumises à une autorisation préalable du préfet, administrateur supérieur des TAAF, après instruction des services compétents.

### B) En mer

Si les activités commerciales et extractives sont interdites sur les espaces terrestres des îles Éparses, les espaces maritimes sont quant à eux des zones à enjeux économiques.

Les ZEE des îles Éparses sont notamment le lieu d'activités de pêche, seule activité commerciale extractive autorisée par l'administration des Terres australes et antarctiques françaises.

La pêche hauturière pratiquée dans les eaux sous juridiction des îles Éparses est constituée de deux types de pêcheries : la pêche palangrière pélagique qui concerne 3 à 4 navires réunionnais et la pêche à la senne tournante et coulissante, qui représente la grande majorité des navires sous licence. Ces deux types de pêche ne se pratiquent que dans les couches superficielles de l'océan, en milieu pélagique. Les navires de pêche ciblent des espèces pélagiques hautement migratrices dont le cycle de vie ne peut se concevoir qu'à l'échelle de l'océan Indien.

Les captures effectuées dans les ZEE des Éparses restent limitées en tonnage, comparativement aux captures totales à l'échelle du bassin régional. Elles représentent environ moins de 1 % des captures totales de ces espèces réalisées par les navires senneurs et palangriers dans l'océan Indien. Cependant, certaines espèces ciblées par ces pêcheries sont actuellement identifiées comme étant surexploitées ou surpêchées ; des prises accessoires et accidentelles générées par les méthodes de pêche actuelles, notamment les Dispositif de Concentration de Poissons (DCP) dérivants, sont également à relever.

En ce qui concerne les autres activités économiques dans la zone :

- Les Terres australes et antarctiques françaises sont parfois sollicitées pour des activités touristiques dans les îles. Les activités sont encadrées et les occurrences sont faibles.
- Le canal du Mozambique est le lieu de passage d'un important trafic maritime impliquant des vraquiers mais aussi des pétroliers/gaziers. Les routes les plus empruntées passent dans les ZEE des îles Éparses.

### C) Menaces anthropiques

Les activités humaines précitées, passées et actuelles, induisent des pressions plus ou moins importantes sur l'environnement des îles Éparses qui sont autant d'enjeux associés à la mise en œuvre et au contrôle du respect de la réglementation avec en particulier :

- des activités de pêche illégales et de braconnage placent les milieux (récifaux pour l'essentiel) dans une situation de surexploitation pouvant conduire à des modifications importantes des réseaux trophiques ainsi qu'au déclin d'espèces clés des écosystèmes récifaux et côtiers, notamment les holothuries ;
- Le développement d'une pêche industrielle ayant des impacts sur l'environnement marin, notamment liés à la faible sélectivité des engins qui entraîne d'importantes captures accidentelles et accessoires (tortues, requins, raies, poissons osseux), la dégradation et la pollution de milieux tel que l'échouage de DCP par exemple ;
- La présence d'espèces exotiques envahissantes sur la partie terrestre ayant profondément modifié le cortège d'espèces et la typologie des habitats, avec un risque de nouvelles introductions, lié aux opérations logistiques en particulier ;
- Les impacts liés à la fréquentation humaine en termes de dérangement des espèces (colonies d'oiseaux, tortues en nidification), de destruction des habitats naturels d'importance écologique (herbiers, récifs coralliens, dunes et plages) ou de pollutions (liées au trafic maritime ou la présence humaine).

## **2.3 Politiques publiques et cadre juridique**

De la politique publique nationale à l'application de la réglementation, divers cadres s'appliquent aux Éparses et doivent être pris en compte dans le plan de gestion.

### A) Stratégies nationales et engagements

Plusieurs stratégies clés encadrent l'action des TAAF sur les îles Éparses :

- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030 (SNAP) : Elle fixe des objectifs de protection notamment celui de créer une réserve naturelle nationale pour l'ensemble des îles Éparses.
- Stratégie nationale pour la biodiversité 2030 (SNB) : Alignée sur la Convention sur la diversité biologique, elle vise à réduire les pressions sur les écosystèmes et à restaurer la biodiversité. Les îles Éparses sont intégrées dans des plans d'action ciblés (tortues marines, espèces exotiques



envahissantes) et concernées par divers indicateurs. Ces indicateurs sont renseignés et mis en valeur dans l'Observatoire national de la Biodiversité.

- Document stratégique de bassin sud océan Indien (2020-2026) : Pilote la protection de l'environnement, la recherche, et le développement durable des activités maritimes dans la région.

## B) Initiatives régionales

Les îles Eparses font par ailleurs l'objet de plans spécifiques à la région :

- Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) : Les îles Éparses sont incluses dans les plans de protection des récifs coralliens, avec des actions pour réduire les pressions humaines, surveiller le changement climatique, et renforcer la recherche.
- Le Plan National d'Action (PNA) des tortues marines sur les territoires français du Sud-Ouest Océan Indien (SOOI) a pour objectif de mettre en œuvre des stratégies et des outils nécessaires à la conservation et la préservation des différentes espèces de tortues marines de l'océan Indien. Ce plan est issu des actions prévues dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité et son adaptation locale, la Stratégie Régionale pour la Biodiversité. L'objectif global de ce plan est de protéger les tortues marines non seulement sur les territoires français de l'océan Indien, mais aussi sur l'ensemble de leurs aires de répartition dans cet océan. Il comprend des objectifs et des actions de conservation.
- Feuille de route recherche 2022-2026 : Co-pilotée par les TAAF et le ministère de l'Enseignement supérieur, elle structure la recherche scientifique via des programmes comme BRIDGES (28,31 M€ sur 10 ans) ou MARIO (4 M€ pour la préservation des écosystèmes marins).
- Observatoire territorial de la Biodiversité : Les TAAF ont développé un observatoire dans le but de renseigner des indicateurs à travers la collecte de données suivant des protocoles standardisés sur la faune, la flore et les habitats. Cet aspect devra par ailleurs être pris en compte dans la réalisation des missions du présent marché.

Enfin, les îles Éparses sont intégrées et participent à des réseaux régionaux comme WIOMSA (sciences marines), WIOMPAN (gestion des AMP), ou TORSOOI (suivi des tortues marines), renforçant leur rôle dans la conservation à l'échelle du sud-ouest de l'océan Indien.

## C) Cadres de gestion

Plusieurs outils de conservation, adaptés aux enjeux écologiques et socio-économiques du territoire, ont été adoptés pour assurer une préservation des milieux naturels des îles Éparses.

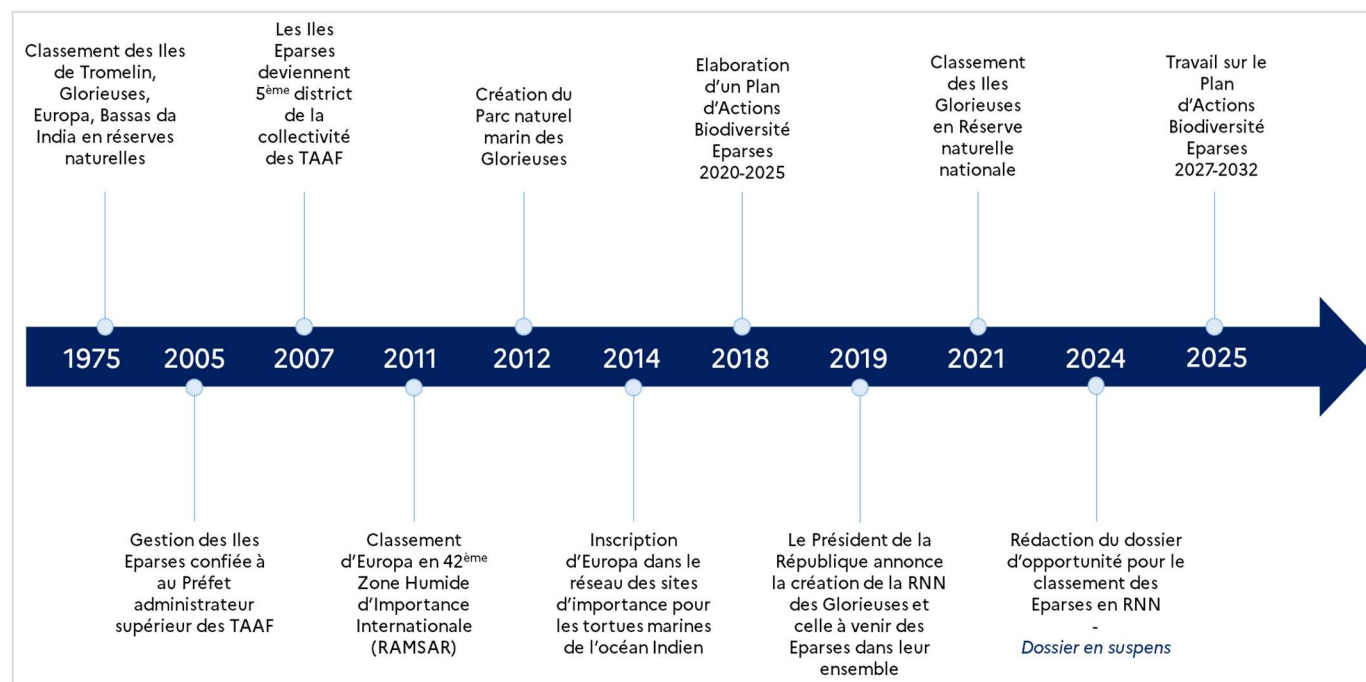


Figure 4 : Évolution des outils de protection pour les îles Éparses depuis 1975

- **Le statut de réserve naturelle de 1975**

L'arrêté n°13/DG/IOI du 18 novembre 1975 classe les îles Éparses, à l'exception de Juan de Nova, en « réserve naturelle ». Cet arrêté, qui peut s'apparenter à un actuel arrêté préfectoral de protection de biotope ou d'habitat naturel, interdit toute déprédation de la nature – faune et flore – terrestre et marine.

La note n° 1157/81 du 6 août 1981 apporte des précisions sur les implications de l'arrêté de 1975 :

- Tout prélèvement d'échantillon botanique et zoologique, y compris de coquillages, est interdit ;
- Les prises de vues photographiques ne sont autorisées qu'avec des appareils munis d'objectifs spéciaux pour ne pas approcher de trop près les animaux ;
- Le jet de projectile afin de faire voler les oiseaux, et la traversée de leurs colonies, est strictement interdit ;
- L'abandon sur les îles de tout déchet en dehors de lieux prévus à cet effet est interdit.

- **L'île Europa, une zone humide d'importance internationale (2011)**

Le 27 octobre 2011, l'île Europa est devenue la 42<sup>ème</sup> zone humide d'importance internationale française au titre de la Convention de Ramsar. Le classement s'applique à l'ensemble des écosystèmes terrestres de l'île ainsi qu'aux écosystèmes marins jusqu'à la limite des 12 milles nautiques. Il constitue une reconnaissance internationale de la richesse du patrimoine naturel de cet espace. Un plan de gestion (2017-2021) a été rédigé par les Terres australes et antarctiques françaises et identifie cinq objectifs à long terme :

1. Acquérir les connaissances indispensables à la gestion du patrimoine naturel ;
2. Stopper l'érosion de la biodiversité et maintenir le fonctionnement des écosystèmes ;
3. Concilier durablement usages et conservation du patrimoine naturel ;
4. Améliorer la perception du site, de son patrimoine et de ses enjeux ;
5. Assurer la mise en œuvre effective et pérenne des opérations.

Ce classement n'est accompagné d'aucune réglementation.

- **L'archipel des Glorieuses, parc naturel marin (2012) puis réserve naturelle nationale (2021)**

En 2012, face à la nécessité de protéger sur le long terme la biodiversité des Glorieuses et sa biodiversité marine exposée à des menaces croissantes liées au développement d'activités de pêche notamment sur le banc du Geyser, il a été choisi d'opter pour la création d'un parc naturel marin, seul outil de gestion et de protection du patrimoine naturel alors applicable au-delà des eaux territoriales sur l'ensemble d'une ZEE. Ainsi, l'ensemble des eaux sous souveraineté et sous juridiction française attenantes aux îles composant l'archipel des Glorieuses a été classé en parc naturel marin (PNM) par le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 qui identifiait quatre orientations de gestion :

1. Protéger le patrimoine naturel notamment par une surveillance maritime adaptée aux enjeux et par la sensibilisation des acteurs et des usagers ;
2. Faire des eaux des Glorieuses un espace d'excellence en matière de pêche durable ;
3. Faire de cet espace un lieu privilégié d'observation scientifique de la biodiversité marine du canal du Mozambique ;
4. Encadrer les pratiques touristiques et accompagner le développement d'un écotourisme respectant le caractère préservé de cet espace.

Le plan de gestion du PNM des Glorieuses 2015-2030 a été validé par l'Agence des aires marines protégées, intégrée depuis au sein de l'OFB. Ce classement a permis une reconnaissance au niveau national de l'importance de la biodiversité marine des Glorieuses et ainsi qu'une gestion concertée de territoire. Néanmoins, ce classement n'était accompagné d'aucune réglementation.

Le 23 octobre 2019, le président de la République a réaffirmé la volonté de la France de renforcer la protection du patrimoine naturel des Glorieuses par la création d'une RNN couvrant l'ensemble des périmètres terrestres et marins.

Une nouvelle RNN a ainsi été officiellement instituée par le décret n° 2021-734 du 8 juin 2021 portant création de la RNN de l'archipel des Glorieuses.

D'après son article 6, le gestionnaire élabore un projet de plan de gestion qui s'appuie sur l'évaluation scientifique du patrimoine naturel de la réserve et de son évolution et décrit les objectifs que le gestionnaire s'assigne en vue de la protection des espaces naturels de la réserve. Il est arrêté pour une durée de 5 ans. Le Plan d'action biodiversité des îles Eparses a fait office de plan de gestion de la RNN jusqu'en 2025.

## 2.4 Plan d'action biodiversité des îles Éparses (2020-2025)

Le PAB 2020-2025 des îles Éparses est issu d'une révision du Plan d'action biodiversité des Terres australes et antarctiques françaises, élaboré en décembre 2008. La connaissance des territoires, les moyens à disposition de la collectivité des Terres australes et antarctiques françaises ou encore les pressions sur la biodiversité dans les îles Eparses ayant beaucoup évolué entre 2008 et 2020, cette révision était nécessaire.

En dehors du PAB de 2008, d'autres documents stratégiques contribuaient à organiser la gestion des îles Éparses, mais de manière restreinte, par thématique ou par secteur géographique : le PNA en faveur des tortues marines sur les territoires français du sud-ouest de l'océan Indien 2015-2020, le plan d'action local IFRECOR 2016-2020 qui a été actualisé depuis, et le plan de gestion du site Ramsar Europa 2017-2021.

Le PAB 2020-2025 englobe ainsi ces documents dans le but de coordonner l'ensemble de ces plans d'action et de définir une stratégie de gestion globale et cohérente au bénéfice de la conservation de la biodiversité des îles Éparses. Il offre ainsi un cadre d'élaboration des futurs documents de gestion thématiques et géographiques des îles Éparses.

Il constitue également une déclinaison territoriale et opérationnelle des stratégies nationales évoquées en début de partie qui a permis de définir, sur la période 2020-2025, un état initial de l'environnement, une stratégie de gestion de la biodiversité et une programmation opérationnelle des actions de gestion à mener.

Le PAB est joint en annexe pour plus de précisions.

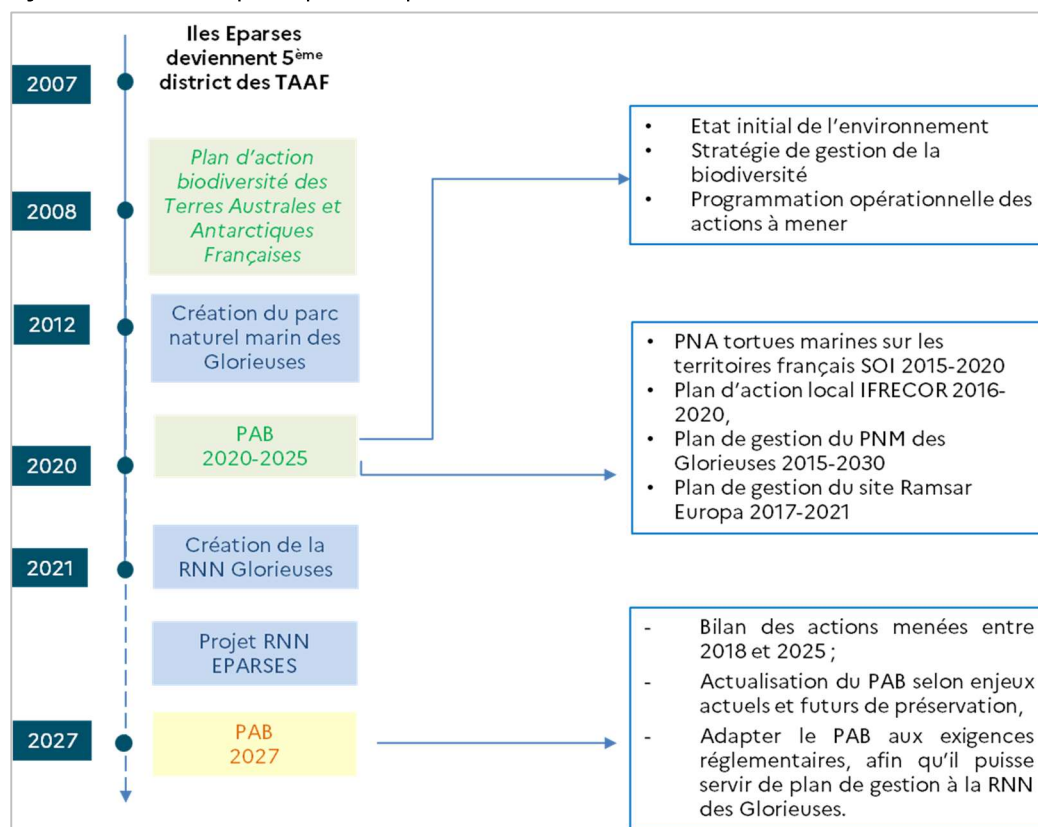


Figure 3 : Historique de la gestion des îles Eparses